

## **Déclaration sur la violence et la rhétorique préoccupante au Burundi**

Ambassadeur Samantha Power

Représentant permanent des États-Unis auprès des Nations Unies

Mission États-Unis à l'Organisation des Nations Unies

5 novembre 2015

Les États-Unis sont alarmés par l'escalade de violence au Burundi et la rhétorique dangereuse et irresponsable de la part du gouvernement, des milices loyalistes, des forces anti-gouvernementales et des éléments criminels. Les États-Unis appuieront la région et ses partenaires dans la communauté internationale, afin que ceux qui commettent ou incitent à la violence soient tenus responsables.

Nous sommes profondément préoccupés par le discours du président Nkurunziza du 2 Novembre, dans lequel il a déclaré que les forces de sécurité vont utiliser des méthodes violentes pour chercher dans les maisons des armes et des personnalités de l'opposition pendant cinq jours. L'instauration d'un climat de peur et de tension à travers un tel langage et l'utilisation de telles mesures prolongent et approfondissent la crise politique et sécuritaire au Burundi. Les États-Unis expriment leur extrême préoccupation par rapport à l'ultimatum de cinq jours lancé par le Président qui pourrait déclencher une violence généralisée à partir de ce week-end.

Nous sommes également préoccupés par les rapports de discours incendiaires et semant la discorde utilisés par d'autres membres du Gouvernement Burundais. Le Président du Sénat burundais, Révérien Ndikuriyo, aurait invoqué des choses horribles que la région n'a pas connues en 20 ans. Que ce soit en kirundi ou en anglais, ce langage est terrifiant: « Vous dire à ceux qui veulent exécuter la mission: sur cette question, vous devez pulvériser, vous devez exterminer - ces gens ne sont bonnes que pour mourir. Je vous donne cet ordre, allez! »

Ces dangereux discours et l'appel du Président à une opération sécuritaire violente de répression aveugle exacerbent une situation déjà volatile et augmentent le risque d'incitation à la violence. Nous appelons le gouvernement du Burundi à autoriser un accès immédiat et sans interférence aux observateurs des droits de l'homme et de sécurité de l'Union Africaine, et d'agir immédiatement sur son engagement de participer à un dialogue international en dehors du Burundi pour chercher un chemin consensuel en vue de rétablir la stabilité et de mettre fin au climat de peur dans le pays.